

Comptes consolidés de CONSORT NT au 31/12/2014

1 - BILAN CONSOLIDE

en K €

ACTIF			PASSIF		
	31/12/2014	31/12/2013		31/12/2014	31/12/2013
Actif immobilisé	3 267	3 296	Capitaux propres (Part du groupe)	17 157	14 824
Ecart d'acquisition	0	0	Capital	1 761	1 761
Immobilisations incorporelles	146	15	Primes	565	565
Immobilisations corporelles	2 571	2 682	Réserves et résultat consolidés	14 831	12 497
Immobilisations financières	550	600	Autres		
Titres de participation					
Actif circulant	50 579	43 834	Intérêts minoritaires	70	78
Stocks et en-cours	287		Provisions pour risques et charges	840	727
Clients et comptes rattachés	35 120	32 880			
Autres créances et comptes de régularisation	3 626	3 289	Dettes	35 778	31 501
Valeurs mobilières de placement			Emprunts et dettes financières	0	0
Disponibilités	11 545	7 665	Fournisseurs et comptes rattachés	4 860	5 090
			Dettes fiscales et sociales	27 846	23 937
			Autres dettes et comptes de régularisation	3 072	2 474
Total de l'actif	53 845	47 130	Total du passif	53 845	47 130

Comptes consolidés de CONSORT NT

au 31/12/2014

2 - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en K €

	31/12/2014	31/12/2013
Chiffre d'affaires	125 174	112 546
Autres produits d'exploitation	1 991	1 244
Produits d'exploitation	127 165	113 790
Achats consommés	22 731	21 986
Charges de personnel	89 445	79 885
Autres charges d'exploitation	39	103
Impôts et taxes	4 282	3 687
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 572	1 862
Résultat d'exploitation	9 096	6 267
Charges et produits financiers	-12	-1
Résultat courant des entreprises intégrées	9 083	6 266
Charges et produits exceptionnels	-303	-942
Impôts sur les résultats	2 062	1 284
Résultat net des entreprises intégrées	6 719	4 040
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 719	4 040
Intérêts minoritaires	-8	25
Résultat net (Part du groupe)	6 727	4 015

Résultat par action

3,06 1,82

Résultat dilué par action

3,06 1,82

Comptes consolidés de CONSORT NT
au 31/12/2014

**3 - TABLEAU DE FLUX
DE TRESORERIE**

en K €

RUBRIQUES	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net des sociétés intégrées	6 719	4 040
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	744	1 129
- Variation des impôts différés	-147	314
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	0	37
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	7 316	5 520
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité Liaison Bilan	1 339	-182
Flux net de trésorerie généré par l'activité	8 655	5 338
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	-433	-616
Cession d'immobilisations, Incidence des variations de périmètres	54 0	-26
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-379	-642
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-4 373	-4 402
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-30	-34
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-4 402	-4 436
Autres variations	7	-2
Variations de trésorerie (A)	3 880	258
Trésorerie d'ouverture (B)	7 665	7 407
Trésorerie de clôture (C)	11 545	7 665
Ecart A - (C - B)	0	0

Sommaire

1	Evénements importants de l'exercice et événements survenus depuis la clôture de l'exercice	3
2	Informations permettant la comparabilité des comptes	3
2.1	Informations relatives au périmètre de consolidation	3
3	Modalités de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation	4
3.1	Principes et modalités de consolidation	4
3.1.1	Méthode de consolidation	4
3.1.2	Traitement des écarts d'acquisitions	4
3.1.3	Date d'arrêté des comptes	4
3.1.4	Méthode de consolidation pour les entreprises étrangères consolidées	4
3.1.5	Intérêts minoritaires	4
3.2	Principes comptables et méthodes d'évaluation	5
3.2.1	Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et Jugements	5
3.2.2	Immobilisations incorporelles	5
3.2.3	Immobilisations corporelles	5
3.2.4	Créances et dettes	5
3.2.5	Reconnaissance du revenu et provisions pour pertes à terminaison	6
3.2.6	Indemnités de fin de carrière	6
3.2.7	Définition du résultat exceptionnel	6
3.2.8	Crédit d'impôt recherche	6
3.2.9	Impôts différés et décalages temporaires d'impôt	7
4	Analyse des comptes consolidés	7
4.1	Immobilisations et amortissements	7
4.2	Créances clients et comptes rattachés	7
4.3	Impôts différés actif et autres créances	8
4.4	Valeurs mobilières de placement et disponibilités	8
4.5	Capitaux propres	8
4.6	Provisions pour risques et charges	9
4.7	Fournisseurs et comptes rattachés	9
4.8	Dettes fiscales et sociales	9
4.9	Autres dettes	10
4.10	Echéances des créances et des dettes	10
4.11	Répartition du chiffre d'affaires	10
4.12	Autres produits d'exploitation	11
4.13	Achats consommés	11
4.14	Dotations et reprises de provisions	11
4.15	Résultat financier	12
4.16	Résultat exceptionnel	12
4.17	Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	12

Preuve d'Impôt :	12
4.18 Retraitement des crédits-bails	12
5 Autres informations	13
5.1 Engagements hors bilan	13
5.2 Montant des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat	13
5.3 Personnel	13
5.3.1 Effectif	13
5.3.2 Rémunération des organes de direction	13
5.3.3 Participation des salariés	13
6 Exposition aux risques particuliers	13
6.1 Risque de marché	13

Les comptes consolidés de CONSORT NT ont été établis en conformité avec les dispositions de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985, portant adaptation de la 7^e directive européenne, dont les modalités d'application ont été fixées par le décret 86-221 du 17 février 1986 et le décret 90-72 du 17 janvier 1990, avec le règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, ainsi qu'avec les dispositions du Code de commerce.

Cette consolidation du sous-groupe Consort NT est facultative. Elle est comprise par la méthode de l'intégration globale dans la consolidation légale de Consort NT Group.

1 Evénements importants de l'exercice et événements survenus depuis la clôture de l'exercice

Néant

2 Informations permettant la comparabilité des comptes

2.1 Informations relatives au périmètre de consolidation

NOM/ACTIVITE/N° SIREN/ADRESSE	% DETENTION 31/12/14	% DETENTION 31/12/13	METHODE D'INTEGRATION
<u>Société mère</u>			
CONSORT NT, SSII 389488016 58 bd. Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris			
<u>Sociétés filles :</u>			
CONSORT FRANCE, SSII 418827655 58 bd. Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris	100 %	100 %	I Globale
CONSORT R&D, SSII 430195271 58 bd. Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris	90 %	90 %	I Globale
CONSORT MEDITERRANEE 5, rue Fidouzi à Casablanca MAROC	100 %	100 %	I Globale
CONSORT ITALIA Via Brigata Lupi, 6 à Bergamo ITALIE	100 %	100 %	I Globale

Toutes les sociétés détenues sont intégrées dans le périmètre de consolidation ; la société Consort Italia est en sommeil.

2.2 Informations relatives au Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) accordé par l'Etat a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de recherche, d'innovation, de formation et de recrutement.

Le crédit d'impôt correspond pour l'année 2014 à 6 % de notre masse salariale, hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC ; ce taux était de 4 % en 2013.

Conformément à la note d'information de l'ANC en date du 28 février 2013, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014, le groupe a comptabilisé un CICE de 2 070 K€ en diminution des charges de personnel. Le CICE a permis de réaliser, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, un certain nombre de dépenses permettant à la société d'améliorer sa compétitivité et de maintenir une situation financière forte.

3 Modalités de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation

3.1 Principes et modalités de consolidation

3.1.1 Méthode de consolidation

La méthode de consolidation est l'intégration globale, avec dégagement des intérêts minoritaires, dans les cas d'une détention majoritaire par le Groupe. Les sociétés dans lesquelles le Groupe possède plus de 20 %, mais n'assure pas le contrôle, même conjoint, sont mises en équivalence. Il en est de même lorsque le Groupe n'a pas statué sur une détention à long terme de la participation. Toutes les sociétés du périmètre sont intégrées globalement.

3.1.2 Traitement des écarts d'acquisitions

Ce poste est totalement amorti depuis le du 31 décembre 2011.

3.1.3 Date d'arrêté des comptes

Les sociétés consolidées arrêtent leur exercice social au 31 décembre.

3.1.4 Méthode de consolidation pour les entreprises étrangères consolidées

La conversion des comptes de Consort Méditerranée, de sa monnaie de fonctionnement à l'euro, s'effectue de la manière suivante :

- les éléments non monétaires, y compris les capitaux propres, sont convertis au cours historique
- les éléments monétaires sont convertis au cours de change à la date de clôture de l'exercice.

3.1.5 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des actionnaires minoritaires dans la situation nette et le résultat des sociétés consolidées.

3.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec la loi française et les directives européennes. Les contrats de crédit-bail, ne présentant pas un caractère significatif, ne font pas l'objet d'un retraitement.

3.2.1 Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et jugements

Dans le cadre de l'établissement de ses états financiers consolidés préparés conformément aux normes comptables françaises, le groupe Consort est amené à procéder à un certain nombre d'estimations et à retenir certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables, qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. La Direction revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les résultats réels futurs pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales estimations significatives faites par la Direction du groupe portent notamment sur les dépréciations des créances clients, l'évaluation des immobilisations incorporelles, les provisions et les impôts différés.

3.2.2 Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont dépréciés sur une durée allant d'un an à trois ans, selon le mode linéaire. L'écart de première consolidation d'une société est réparti dans les postes appropriés du bilan consolidé ; la partie non affectée de cet écart est inscrite à un poste particulier d'actif ou de passif du bilan consolidé. Les écarts non affectés sont amortis sur 10 ans.

3.2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, dans le respect des règles fixées par les règlements du Comité de la réglementation comptable 2002-10 et 2004-06. A cet effet, le Groupe a décomposé l'immeuble de bureaux dont il est propriétaire, la valeur des composants ressortant à 680 K€, soit 50% de la valeur totale. Les composants sont amortis sur une durée allant de 11 à 30 ans, la structure étant amortie sur 45 ans.

Les amortissements ont été calculés sur une durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode
Constructions décomposées	11 à 45 ans	Linéaire
Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transport	2 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans	Linéaire et dégressif
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

Il a été considéré que les amortissements dégressifs pratiqués correspondaient à un amortissement économiquement justifié, eu égard à la politique de renouvellement des investissements et à la charge annuelle que représente la possession d'une immobilisation amortie.

3.2.4 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

3.2.5 Reconnaissance du revenu et provisions pour pertes à terminaison

Pour les revenus et les résultats relatifs aux contrats de prestations de services négociés au forfait, le Groupe applique la méthode du pourcentage d'avancement en application des principes généraux de reconnaissance des revenus. La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que sur l'expérience acquise. Des ajustements des estimations initiales peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

Par ailleurs, des provisions sont comptabilisées notamment au titre des pertes à terminaison encourues en cas de non-respect des engagements contractuels au titre des contrats de prestations de services. Ces provisions sont calculées sur notre meilleure estimation fondée sur l'expérience acquise. Ces provisions et leur variation sont comptabilisées en coût des ventes dans le cadre de la comptabilisation des résultats à l'avancement. Le montant des coûts qui seront réellement supportés peut différer sensiblement des montants initialement provisionnés et pourra donc avoir un effet significatif sur les résultats futurs.

Au titre de l'exercice 2014, une perte à terminaison de 7 K€ a été comptabilisée.

Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est égal à l'ensemble des produits des activités courantes des sociétés intégrées. Prestations de services, Contrats à long terme

Prestations en régie :

Le chiffre d'affaires des prestations en régie est reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

Prestations en mode projet :

Les produits afférents aux prestations de services dans le cadre de contrats à long terme sont enregistrés en fonction de l'avancement de la prestation. L'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés à la date de clôture.

Les revenus ne sont pas comptabilisés lorsqu'il subsiste une incertitude significative quant au recouvrement du prix de la prestation.

Autres prestations :

Les autres prestations de services sont comptabilisées lors de la réalisation.

3.2.6 Indemnités de fin de carrière

La convention collective prévoit un droit à indemnité de fin de carrière pour le personnel ayant cinq années d'ancienneté révolues. Compte tenu de ces obligations conventionnelles, les engagements de retraite ont été évalués à 219 K euros au 31 décembre 2014 sur la base d'un départ à la retraite à l'initiative du salarié.

3.2.7 Définition du résultat exceptionnel

La formation du résultat exceptionnel du Groupe comprend les éléments extraordinaires ainsi que les éléments exceptionnels des activités ordinaires.

3.2.8 Crédit d'impôt recherche

Au titre de l'exercice 2013, le groupe CONSORT NT a lancé une démarche d'analyse de ses projets susceptibles d'être éligibles à du crédit d'impôt Recherche. Suite à cette analyse, ont été comptabilisés dans les comptes de 2013, dans le poste « subventions d'exploitation », des crédits d'impôt recherche à hauteur de 140 K€ relatifs à des dépenses engagées en 2013 dans le cadre de projets d'innovation. Cette estimation était basée sur les informations disponibles lors de l'arrêté des comptes, la mission d'analyse du périmètre n'étant pas alors terminée.

L'analyse approfondie et étendue à différents projets a permis de réviser cette estimation de 140 K€ à 427 K€, soit un complément de 287 K€ enregistrés dans les produits d'exploitation de l'exercice 2014.

3.2.9 Impôts différés et décalages temporaires d'impôt

Les décalages temporaires d'impôt sur les bénéfices font l'objet de la constatation d'un impôt différé actif ou passif calculé selon la méthode du report variable en fonction des taux votés à la clôture de l'exercice. Les déficits fiscaux dorénavant reportables indéfiniment donnent lieu au calcul de l'impôt différé actif correspondant dans le respect des textes.

4 Analyse des comptes consolidés

4.1 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations incorporelles comprennent pour l'essentiel des logiciels et des écarts d'acquisition. Les immobilisations corporelles sont constituées de constructions, d'installations diverses, de matériels de transport, de matériels de bureau et informatiques et de mobiliers.

Immobilisations en K€	Au 01/01/2014	Acquisitions	Cessions ou Sortie d'actifs	Variation de périmètre	Au 31/12/2014
Concession, brevets	845	194	769		270
Ecart d'acquisition	905				905
Constructions	1.483				1.483
Autres immo corporelles	4.421	461	1.232	3	3.653
Prêts et autres immo financières	600	3	53		550
Total	8.254	658	2.055	3	6.861

Amortissements en K€	Au 01/01/2014	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Au 31/12/2014
Concession, brevets	831	63	769		124
Ecart d'acquisition	905				905
Constructions	652	40			576
Autres immo corporelles	2.569	534	1.231	2	1.990
Total	4.957	636	2.001	2	3.595

La très large partie des immobilisations est localisée en Ile-de-France.

4.2 Créances clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés en K€	31/12/2014	31/12/2013
Clients	29.329	28.919
Effets à recevoir		
Clients douteux	174	63
Clients - Factures à établir	6.385	4.634
Dépréciation clients	-768	-736
Total	35.120	32.880

Toutes les créances ont une échéance inférieure à 12 mois, à l'exception du poste clients douteux pour 63 K€.

4.3 Impôts différés actif et autres créances

Les impôts différés actif représentent 240 K€ au 31 décembre 2014 contre 92 K€ au 31 décembre 2013 et correspondent aux décalages temporaires, notamment sur la participation des salariés et la contribution sociale de solidarité.

Conformément au règlement 99-02, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale, quelle que soit leur échéance.

Autres créances en K€		31/12/2014	31/12/2013
Etat - Impôts différés		240	92
Personnel et comptes rattachés		41	21
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		151	110
Impôts sur les bénéfices		11	10
Taxe sur la valeur ajoutée (1)		911	1.152
Groupe et associés		1.778	1.623
Débiteurs divers		93	141
Charges constatées d'avance		400	140
Dépréciation autres créances			
Total		3.626	3.289

(1) Commentaire sur l'évolution du poste « Autres créances » :

Les postes « Clients et comptes rattachés » et « Dettes fournisseurs et comptes rattachés » sont présentés après élimination des opérations entre sociétés du groupe. Pour améliorer la présentation du bilan consolidé, la TVA relative à ces opérations a été neutralisée des postes « autres créances et comptes de régularisation » et « Dettes fiscales et sociales ».

4.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Il n'y a pas de valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2014.

4.5 Capitaux propres

Le capital social est composé de 2.201.225 actions d'un nominal de 0,8 euro, dont 0.54 % reste à la disposition du public sur le Marché Libre de la Bourse de PARIS au 31 décembre 2014.

Les actions sont assorties d'un droit de vote double lorsqu'elles sont détenues depuis au moins deux ans sans interruption.

Part du Groupe :

2014 en K euros	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
Situation au 01/01/2014	1 761	565	12 498	0	14 824
Dividendes			-4 402		-4 402
Résultat de l'exercice				6 727	6 724
Autres variations			8		8
Situation au 31/12/2014	1 761	565	8 104	6 727	17 157

2013 en K euros	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
Situation au 01/01/2013	1 761	565	12 889	0	15 215
Dividendes			-4 402		-4 402
Résultat de l'exercice				4 014	4 014
Autres variations				-3	-3
Situation au 31/12/2013	1 761	565	8 487	4 011	14 824

4.6 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ressortent à 840 K€ au 31 décembre 2014 contre 727 K€ au 31 décembre 2013.

En K€	Au 01/01/2014	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2014
Ecart d'acquisition négatifs				
Passif d'impôt différé				
Risques Sociaux	727	222	110	840
Risques commerciaux	0			
Total	727	222	110	840

Ces provisions sont principalement constituées pour faire face à des risques sociaux (risques prud'homaux, risques divers liés au personnel).

4.7 Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs - comptes rattachés en K €	31/12/2014	31/12/2013
Fournisseurs	3.544	2.714
Fournisseurs - Factures non parvenues	1.315	2.376
Total	4.860	5.090

4.8 Dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales en K€	31/12/2014	31/12/2013
Personnel et comptes rattachés (1)	8.118	6.701
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8.874	7.635
Impôts sur les bénéfices		
Taxe sur la valeur ajoutée	8.166	7.438
Autres impôts, taxes et assimilés	2.688	2.163
Total	27.846	23.937

(1) Dont 2.456 K € de Personnel – charges à payer (incluant Primes)

4.9 Autres dettes

Autres dettes en K€		
	31/12/2014	31/12/2013
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	238	
Groupe et associés (Consort Group)	1.087	1.047
Autres dettes	876	815
Produits constatés d'avance	871	599
Total	3.072	2.461

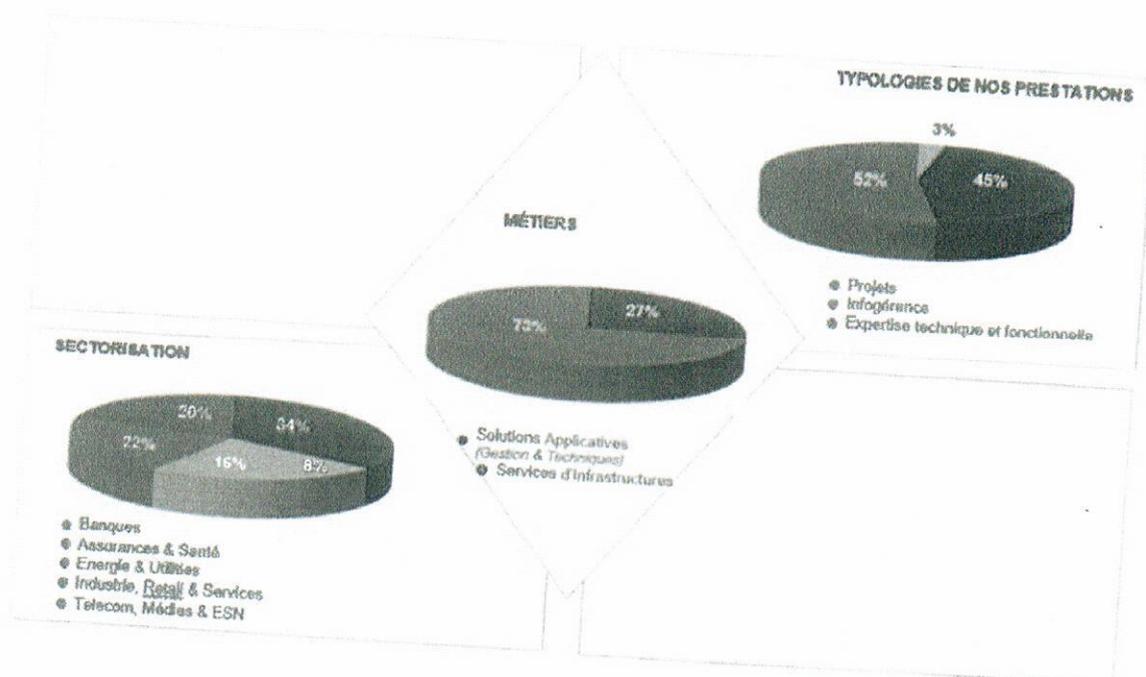
4.10 Echéances des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont majoritairement une échéance inférieure à douze mois.

4.11 Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de 2014 est de 125 174 K€ contre 112.546 K€ en 2013 ; il est essentiellement réalisé en France.

L'activité s'articule de la façon suivante :



4.12 Autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation en K €		
	2014	2013
Production stockée		
Subvention d'exploitation (1)	287	
Reprise sur amortissements et provisions	515	238
Autres	794	667
Transferts de charges	3	
Total	391	337
	1.991	1.243

(1) pour 2014 :

dont Complément de crédit d'impôt recherche imputable à des projets réalisés en 2013 : 286 K €
 Crédit d'impôt recherche imputable à des projets réalisés en 2014 : 218 K €

4.13 Achats consommés

Autres achats et charges externes en K€		
	2014	2013
Etudes et prestations de services	10.229	9.086
Etudes et prestations au groupe	4.263	4.341
Matières et fournitures non stockées	982	1.262
Sous-traitance générale	365	135
Redevances de crédit-bail		
Locations et charges locatives	2.619	2092
Entretien et réparations	372	289
Primes d'assurance	15	19
Personnel extérieur	924	1.738
Honoraires	692	797
Publicité et relations extérieures	227	205
Déplacements, missions et réceptions	1.624	1.569
Frais postaux et télécommunications	179	270
Services bancaires	72	68
Divers	168	115
Total	22.731	21.986

4.14 Dotations et reprises de provisions

Provisions en K€	Au 01/01/2014		Dotations	Reprises	Au 31/12/2014	
Risque de litiges sociaux	727		222	110		840
Risques commerciaux	0					
Dépré. Immo. financières						
Dépréciation du poste Clients	736		715	683		768
Dépré. Autres créances						
Total	1.463		7			7
Dont dotation / reprise d'exploitation			944	793		1.615
Dont dotation / reprise exceptionnelle			937	793		
			7			

4.15 Résultat financier

Le résultat financier est négatif de 12 K€.

4.16 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se traduit par une perte de 302 K€ qui se décompose comme suit :

En K€	2014	2013
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-323	-680
Dotations / reprise provision risque		
Dotation exceptionnelle aux amortissements		-225
Autres produits exceptionnels	21	-37
Total	-302	-942

En 2014, les charges exceptionnelles sur opération de gestion correspondent principalement à des indemnités de départ de salariés considérées comme exceptionnelles de par leur montant individuel et leur caractère non récurrent.

4.17 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Impôt sur les sociétés en K€	2014	2013
Résultat courant	2.163	1.597
Résultat exceptionnel	-101	-314
Résultat net	2.062	1.284

Preuve d'impôt :

Résultat consolidé avant IS		
Taux IS	8.781	5.321
IS théorique	33,33 %	33,33 %
IS sur charges non déductibles définitivement	2.927	1.774
IS sur produits non taxables définitivement	82	124
Crédits d'impôt	-869	-406
Autres	-100	-194
Charge d'impôt effective	22	-15
	2.062	1.284

A compter du 1^{er} janvier 2013, toutes les sociétés françaises détenues à au moins 95 % par la société Consort NT Group sont intégrées fiscalement avec Consort NT Group comme société tête de groupe.

4.18 Retraitement des crédits-bails

Les contrats de crédit-bail souscrits par le Groupe ne sont pas significatifs ; ils n'ont donc pas été retraités en consolidation. Les contrats, uniquement de nature mobilière, portent sur des matériels informatiques de valeur non significative.

5 Autres informations**5.1 Engagements hors bilan**

Les engagements de retraite déterminés suivant l'hypothèse d'un départ à l'initiative du salarié s'établissent à 219 K€ au 31 décembre 2014.

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel à la formation par les salariés à la clôture de l'exercice ressort à 89 581 heures.

5.2 Montant des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat

Montants liés au contrôle légal des comptes	94 K euros
Montants relatifs aux conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes	

5.3 Personnel**5.3.1 Effectif**

	2014	2013
Effectif salariés moyen	1.741	1.589
Effectif productif + staff à la clôture de l'exercice (1)	1.857	1.763

(1) dont 105 sous-traitants et intérimaires au 31 décembre 2014 contre 125 au 31 décembre 2013.

Le montant des charges sociales s'élève à 24.984 K€ en 2014 (contre 22.888 K€ en 2013) après déduction du CICE 2014 pour un montant de 2.070 K€.

5.3.2 Rémunération des organes de direction

La rémunération totale des organes de Direction (mandat de direction par Consort NT Group) s'est élevée, en 2014, à 220 K€.

Aucun engagement en matière de retraite n'excède ce qui est attribué aux salariés.

5.3.3 Participation des salariés

La participation des salariés aux fruits de l'expansion pour le groupe est de 564 K€ au titre de l'exercice 2014.

6 Exposition aux risques particuliers**6.1 Risque de marché**

Le Groupe ne possède aucune créance ou dette significative en monnaie étrangère.

Le Groupe n'a ni engagement sur les instruments de couverture ni dettes à taux variable.